

d.69487



opposition
syndicale

UNITE SYNDICALE BRESILIENNE

NUMERO 4 - AOUT / SEPTEMBRE - 1ère ANNEE ISSNO 182.73.59



40P. 11311

LES EMPLOYES

DE BANQUE

L'Opposition Syndicale des Employés de Banque de Sao Paulo (O.S.B.-S.P.) qui assume actuellement la direction du syndicat, a commencé à s'organiser en 1968. Depuis lors, elle a constamment progressé ainsi qu'en témoignent les résultats des élections syndicales.

En 1972, l'Opposition ne perdait que pour 1 000 votes sur un total de 12 000 votants; en 1975, cette différence n'était plus que de 300 votes, bien que 800 aient été annulés.

L'O.S.B.-S.P. a pris la direction du syndicat le 12 mars de cette année. C'est le plus important syndicat de la catégorie au Brésil. L'O.S.B.-S.P. réaffirme la nécessité de s'organiser à partir de la base à travers les Commissions de banque, de créer une direction centrale nationale des Oppositions Syndicales pour arriver à une Centrale Unique des Travailleurs Brésiliens.

En assumant la direction du syndicat, le président actuel Antonio Augusto Campos, représentant les employés de banque de sa base syndicale, a insisté sur la nécessité du fonctionnement démocratique des syndicats par la convocation d'assemblées, avec la participation des non-syndiqués dans les discussions, afin de permettre une large participation des travailleurs dans les Commissions de banque, de salaires et des activités culturelles.

GREVE DES PROFESSEURS ET DES FONCTIONNAIRES PUBLICS

SAO PAULO

En avril et mai, à Sao Paulo, les professeurs des écoles de l'Etat et des écoles municipales ont réalisé une grève qui a mobilisé 180 mille travailleurs qui revendiquaient 70 % d'augmentation de salaires. Organisés en une Direction Générale des grèves, ils ont réalisé des

LA 1ère RENCONTRE NATIONALE DES OPPOSITIONS SYNDICALES DES BANQUES

La 1ère rencontre nationale des Oppositions syndicales des banques s'est réalisée les 13 et 14 avril 1979. Participèrent à cette rencontre, les dirigeants des syndicats des employés de banque de Sao Paulo, Porto Alegre (Etat du Rio Grande do Sul), Belo Horizonte (Etat de Minas Gerais) et Uberlândia (Minas Gerais) ainsi que des représentants des Oppositions syndicales de Rio de Janeiro, Campinas (Etat de Sao Paulo), Maringa (Etat du Parana), Brasilia, Belo Horizonte, Salvador (Bahia), Uberaba (Minas Gerais), Recife (Etats de Pernambuco) et Porto Alegre; soit 70 délégués.

Résolutions de la rencontre

Intensifier la lutte

a - pour les 30 % d'augmentation des salaires en vue de la négociation du contrat collectif qui sera faite le 1er septembre 79, et refuser dès à présent les 20 % anticipés offerts par les patrons.

b - Pour la journée de travail de 6 heures

c - Pour la stabilité de l'emploi et le droit d'organiser les commissions de banques.

d - Pour le droit de grève

e - Pour l'unification des dates de négociation des contrats collectifs

f - Pour la réalisation d'un 1er MAI unitaire.

Furent aussi approuvées les motions pour la révocation des interventions dans les syndicats de l'ABC; contre les licenciements des grévistes et pour la solidarité avec la grève des professeurs du Rio Grande do Sul

défilés et des rassemblements dans la ville, et dans une lettre ouverte à la population, ils ont expliqué les motifs de leur mouvement. En solidarité avec les professeurs, en diverses communes, les fonctionnaires publics ainsi que les fonctionnaires de plusieurs hôpitaux de Sao Paulo entrèrent en grève.

RIO DE JANEIRO

25 mille professeurs de l'enseignement privé ont repris leur travail après une

grève de 6 jours pour une augmentation de salaires de 54 %, accordée par le Tribunal Régional du Travail et qui ne leur avait pas été versée. Les professeurs menacent de recommencer la grève si l'un d'eux venait à être licencié, par représailles.



RIO GRANDE DO SUL

70 mille professeurs du secteur public ont été en grève pendant le mois d'avril.

MINAS GERAIS

Environ 60 mille professeurs de plus de 150 communes sont entrés en grève au mois d'avril sans l'accord des syndicats et associations «pelegos». Ils ont affronté la répression patronale et policière. Organisés en Direction Générale de la Grève, ils ont réalisé le plus important mouvement de revendications depuis 1968 dans l'Etat du Minas Gerais. Leurs revendications portaient sur de meilleures conditions de travail et des augmentations de salaires.

BRASILIA

Dans la capitale fédérale du Brésil, 15 mille professeurs des écoles publiques et privées ont fait grève dans 352 établissements. Ils revendiquaient une augmentation immédiate de 65 %, une garantie par contrat de 40 heures de cours, un minimum salarial pour la catégorie égale à 4 fois le salaire minimum, réajustements trimestriels, etc...



EDITO

Du 31 mars au 1er avril 1979 s'est tenue à Bruxelles la première rencontre internationale convoquée par l'Opposition Syndicale Brésilienne. Cette rencontre a été organisée par les représentants de l'Opposition Syndicale à l'extérieur; toutefois, une délégation de quatre syndicalistes de l'Opposition est venue du Brésil spécialement pour participer à cet événement. Plus de vingt organisations syndicales d'Europe et des Amériques, ainsi que deux internationales syndicales avaient envoyé des représentants, montrant ainsi leur solidarité avec les luttes que mènent actuellement les travailleurs brésiliens et reconnaissant publiquement l'importance du travail de l'Opposition Syndicale tant à l'intérieur du Brésil qu'au plan international. Les interventions à la tribune de ces nombreux délégués étrangers ont été l'un des moments les plus intenses de cette manifestation d'internationalisme syndical.

Dans l'assistance qui a suivi de près les exposés et a participé activement aux débats on pouvait noter la présence de plusieurs personnalités politiques brésiliennes d'opposition.

Les exposés ont essayé de retracer les principales étapes de l'histoire du mouvement ouvrier brésilien, de décrire la situation des travailleurs ruraux et urbains après 15 ans de dictature ainsi que leurs luttes actuelles et enfin de présenter les grandes lignes de la politique de l'Opposition Syndicale aussi bien en ce qui concerne le type de syndicalisme qu'elle veut promouvoir que sa manière de concevoir le développement de ses liens au plan international. C'est ainsi qu'a été réaffirmé avec force la volonté de l'Opposition Syndicale de construire au Brésil un syndicalisme indépendant de tout contrôle du Ministère du Travail, véritablement autonome à

RENCONTRE INTERNATIONALE OPPOSITION SYNDICALE BRÉSILIENNE BRUXELLES 30/31 M

l'égard des partis politiques, démocratique quant à son fonctionnement interne et non-aligné au plan international.

Les débats ont permis de mettre en relief le caractère unitaire que l'Opposition Syndicale veut donner à l'ensemble de ses propositions. Cela a été particulièrement évident au moment du débat sur les liens de l'Opposition Syndicale avec les dirigeants syndicaux appelés « authentiques » tels que Lula, des métallurgistes de Sao Bernardo, et bien d'autres. De fait il n'est pas de l'intérêt des travailleurs brésiliens de se laisser enfermer dans de faux débats n'ayant guère de liens avec la réalité. Notre intérêt, au contraire, est de rassembler les différentes forces du mouvement ouvrier brésilien afin de renforcer sans cesse son unité à partir d'une confrontation démocratique des diverses pratiques syndicales. Nous sommes d'ailleurs bien conscients que les périodes de transition entre un régime dictatorial et un régime plus démocratique sont particulièrement

perilleuses pour la pratique unitaire. Raison de plus pour être vigilant et de ne pas accepter que des interférences étrangères au mouvement syndical ne viennent porter préjudice à la construction d'un nouveau syndicalisme brésilien.

La rencontre internationale réalisée en mars à Bruxelles a ainsi manifesté la volonté de l'Opposition Syndicale de donner aux luttes des travailleurs toute leur dimension internationale. Alors que le Brésil est devenu, sous le régime militaire, un paradis pour les entreprises multinationales il était normal que les travailleurs brésiliens nouent des liens avec les travailleurs de tous les autres pays dans leur lutte contre l'exploitation capitaliste. La rencontre de Bruxelles a fait apparaître au grand jour la diversité et la qualité de ces liens internationaux. Pour nous, militants syndicalistes brésiliens, c'est plus qu'un encouragement, c'est un appel à développer, le plus concrètement possible, notre collaboration avec les travailleurs ruraux et urbains du monde entier, dans le respect réciproque des pratiques syndicales de chaque organisation et ceci en privilégiant, sans aucun doute, le renforcement de nos liens avec nos camarades du continent latino-américain.

Organisations syndicales présentes à notre rencontre de Bruxelles :
ITALIE : C.I.S.L. - C.G.I.L. - F.S.I. - U.I.L. - F.L.M. ; ESPAGNE : Commissions Ouvrières - U.G.T. ; FRANCE : C.F.D.T. ; CANADA : C.S.N. ; SUÈDE : LO. ; PAYS SCANDINAVES : N.F.S. ; YOUgoslavIE : C.S.Y. ; PORTUGAL : Intersindical C.G.T.P. ; PAYS-BAS : C.N.V. - F.N.V. ; GUATEMALA : C.N.U.S. ; EQUATEUR : C.E.D.O.C. ; URUGUAY : C.N.T. (banque) ; ARGENTINE : C.G.T.R. - C.G.T.R. en exil ; Internationales syndicales : F.S.M. ; C.M.T. ; NORVEGE : L.O. ; REPUBLIQUE DOMINICAINE : C.G.T.

Le 1er Mai



SAO PAULO

Le 1er Mai a réuni au stade Vila Euclides, plus de 100 mille travailleurs de toutes catégories professionnelles de l'ABC

Avec les dirigeants syndicaux, étaient présents aussi, des représentants d'organisations et de mouvements populaires tels que « Le Mouvement contre la Vie Chère », « Les Amis de quartiers », « Le Comité Brésil pour l'Amnistie », « L'Union nationale des Etudiants » etc... Le président (démissionné par le gouvernement) du Syndicat des Métallurgistes de Sao Bernardo do Campo, déclara que « la prolétarisation du travailleur brésilien, la paupérisation de tous les salariés, l'état de misère auquel le gouvernement a réduit tous les travailleurs, a provoqué l'union de la classe ouvrière autour de ses intérêts communs dans la réalisation de ce 1er Mai unitaire ». Il a affirmé aussi que « toutes les catégories de travailleurs doivent entrer en grève. C'est notre unique arme de défense contre le patronat; notre seule arme est d'arrêter les machines ».

Prenant aussi la parole, d'autres syndicalistes insistèrent sur la nécessité

d'organisation de tous les travailleurs, la lutte pour la démocratisation du pays, contre le blocage des salaires, pour le droit de grève, pour la liberté et l'autonomie syndicale comme chemin pour renverser la structure syndicale fasciste actuelle.

RIO DE JANEIRO

A Rio aussi le 1er MAI fut unitaire. Il réunit environ 5 000 personnes sur les pancartes on pouvait lire : « liberté syndicale », « augmentation des salaires », « liberté d'expression », « amnistie » et « prison pour les tortionnaires ».

ETAT DU PARANA

A Curitiba, la capitale de l'Etat, ce fut la 1ère manifestation depuis 1968. Elle réunit environ 2 mille personnes : ouvriers, étudiants, professeurs, médecins.

A Londrina, la manifestation réunit 1 500 personnes : travailleurs, hommes politiques du MDB (parti de l'opposition) et membres du Comité pour l'Amnistie. Tous critiquèrent le nouveau

salaire minimum proposé par le gouvernement.

BELO HORIZONTE (Minas Gerais)

Environ 5 mille travailleurs participèrent à la concentration dans la Cité Industrielle, manifestant leur protestation pour le 1er Mai officiel. Les organisations qui préparèrent la concentration eurent leurs sièges envahis avant les commémorations.

SALVADOR (Bahia)

Les syndicats de la Bahia, dans leur commémoration, appuyèrent la position du syndicat des métallurgistes de l'ABC, et dans la région de Sobradinho, les syndicats ruraux diffusèrent un document contre « la situation de misère dans laquelle nous nous trouvons ».

Le 1er Mai officiel, organisé par le gouvernement, avec matchs de football, fêtes, churrascos, promesses d'espaces verts, etc... fut boudé par la classe ouvrière en manifestation de leur protestation contre l'exploitation à laquelle sont soumis tous les travailleurs brésiliens.

MOUVEMENTS SOCIAUX

DANS LES SYNDICATS URBAINS

LES METALLURGISTES DE SAO PAULO

– **Campagne salariale Janvier 1979**
– 33 syndicats de la métallurgie de l'Etat de Sao Paulo représentant 500 mille ouvriers ont initié leur campagne de discussions des salaires par une menace de grève. « On négocie mieux avec les machines arrêtées ».

Le président de la Fédération des syndicats de la métallurgie de l'Etat de Sao Paulo, au nom de l'ABC (Santo André, Sao Bernardo, Sao Caetano) discutent la proposition patronale et décident de continuer la grève avec l'accord de 120 mille métallurgistes de la région.

GREVE

– au matin du 13/3/79 commence l'une des plus importantes mobilisations de ces dernières années. Plus de 200 mille métallurgistes de l'ABC, Campinas, Jundiai et Sao Jose dos Campos se sont mis en grève pendant 15 jours. Ils revendiquaient 78 % d'augmentation de salaires (l'inflation a été de 44 % en 1978) et la reconnaissance du délégué syndical dans les entreprises.

Pour la première fois au Brésil la VOLKS do Brasil a été totalement paralysée par la grève de 45 mille travailleurs.

La grève est déclarée illégale, les patrons offrent 63 % d'augmentation mais les travailleurs décident de continuer leur mouvement.

Les ouvriers sont réprimés par la police militaire, et dans les usines par la police patronale qui, en temps normal, est chargée de la sécurité de l'usine.

Diverses assemblées générales réunissent chaque fois plus de 60 mille grévistes de la région.

Le gouvernement, à travers le Ministère du Travail décrète l'intervention dans les 3 syndicats de l'ABC qui ont appuyé ouvertement la grève. (C'est-à-dire qu'il démet de leurs fonctions les dirigeants élus par les travailleurs et les remplace par des hommes de son choix). Au cours d'une assemblée générale, 80 mille métallurgistes, à la demande du syndicat des métallurgistes de Sao Bernardo, acceptent de suspendre la grève et de reprendre le travail, sans avoir obtenu satisfaction. Une commission tripartite syndicats – patrons – gouvernement, va étudier les propositions des travailleurs



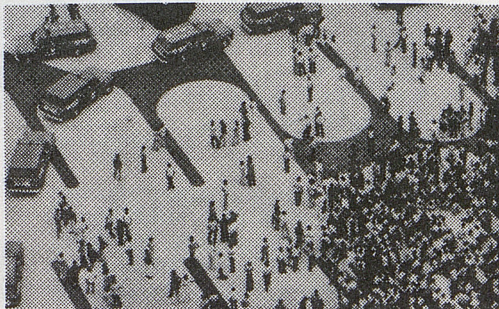
dans un délai de 45 jours. D'autre part, aucun ouvrier ne sera renvoyé pendant 120 jours et, après ce délai, le gouvernement promet de suspendre l'intervention dans les 3 syndicats.

Le jour suivant cette promesse, les



patrons commencent les licenciements en masse dans la région de l'ABC.

Passé le délai prévu, les métallurgistes réunis en assemblée générale acceptèrent de nouveau la proposition présentée par le président du syndicat de Sao Bernardo : les patrons offraient 63 %



d'augmentation, les travailleurs licenciés ne seraient pas réintégrés, la moitié des jours de grève ne seraient pas payés.

Au cours de la période de négociations, plusieurs grèves furent déclenchées pour protester contre les licenciements. Après la signature de l'accord, 15 mille métallurgistes de plusieurs usines d'au-

tomobiles, déclenchèrent une grève partielle ou totale pour manifester leur mécontentement.

A Campinas, les travailleurs de la Mercedes Benz réunis en assemblée générale, ont déclaré : « notre objectif est la grève générale dans tout l'Etat de Sao Paulo et non pas seulement ici ou dans l'ABC. Les Commissions d'Usines sont la base du mouvement, nous ne voulons pas un leader, mais 10 ou plus dans chaque usine ».

Les métallurgistes de Sao Paulo, Osasco et Guarulhos profitant de la mobilisation de leurs bases solidaires avec les travailleurs de l'ABC, ont initié leur campagne de discussions des salaires pour la prochaine négociation qui doit avoir lieu en novembre. Ils revendiquent 30 % d'augmentation des salaires au-dessus de l'indice officiel du gouvernement.

SYNDICAT DES TRAVAILLEURS DU TABAC DE MINAS GERAIS

Organisée sur le plan national, les travailleurs de la multinationale Souza Cruz qui contrôle le marché brésilien de production de cigarettes, ont déclenché une grève pour soutenir leurs revendications : unification des salaires au plan national, 20 % de plus que l'augmentation de salaires prévue par le gouvernement, sécurité de l'emploi pour les femmes enceintes, minimum salarial de 2.500 cruzeiros (400 F), réajustement des salaires en fonction de la hausse du coût de la vie, garantie de l'emploi pour les délégués syndicaux, transport gratuit pour les ouvriers et permission de s'absenter pour les étudiants en période d'examen (les études du soir sont courantes au Brésil)

Après 5 jours de grève, les travailleurs retournèrent au travail dans l'attente de la décision de la Justice du Travail qui avait déclaré la grève illégale.

Finalement les « fumagueiros » (travailleurs du tabac) obtinrent plusieurs victoires à la Justice du Travail :

– reconnaissance de la légalité de la grève, ce qui oblige l'entreprise à payer les jours de grève qu'elle avait déjà décomptés.

– droit d'élire le délégué syndical en assemblée générale et reconnaissance de son droit d'action à l'intérieur de l'entreprise

– droit d'absence pour les étudiants en période d'examen, etc.

Cette grève a été appuyée et soutenue par divers syndicats : les travailleurs du pétrole, les employés de banque, les employés des émetteurs de radios, les métallurgistes de Belo Horizonte, de Sao Bernardo dos Campos et de Contagem.

1er CONGRES DE L'OPPOSITION SYNDICALE DES METALLUGISTES DE SAO PAULO

L'Opposition Syndicale des métallurgistes de Sao Paulo - OSM-SP - est apparue publiquement pour la première fois en 1967-68, quand elle a présenté sa première liste des candidats aux élections syndicales des travailleurs des industries métallurgiques de matériel électrique et mécanique de Sao Paulo. L'OSM-SP se propose alors de combattre la structure syndicale officielle et de lutter pour une organisation de la classe ouvrière qui parte de la base.

Basé sur ses expériences des dernières années et sur la recherche de définitions politiques en ce qui concerne son organisation et son programme, l'OSM-SP a réalisé son 1er Congrès qui renouvelle sa critique de la structure syndicale actuelle et réaffirme la nécessité de la construction d'un Syndicat libre.

RESOLUTIONS DU CONGRES

- a - L'OSM-SP n'est pas un nouveau syndicat mais une union de syndicalistes qui luttent pour un nouveau type de syndicalisme et qui oriente les luttes des travailleurs à l'intérieur du syndicat officiel et dans les usines
- b - L'action de l'OSM-SP se situe dans la classe et ses luttes ont pour but de l'organiser. Lorsqu'elle participe d'un organisme du syndicat officiel comme la commission des salaires par exemple, son objectif est de créer les conditions pour renverser le syndicat mis en tutelle par le Ministère du Travail.
- c - C'est pourquoi, même si une Opposition gagne les élections, elle reste une Opposition jusqu'à ce que le mouvement des travailleurs organisé de manière indépendante par la base, construit sa Centrale Syndicale. Par conséquent, son programme

reste le même à la tête du syndicat que dans l'Opposition

d - Lorsque l'OSM-SP fait alliance avec des dirigeants syndicaux, son critère reste toujours la construction d'une organisation indépendante et la défense des intérêts de la classe ouvrière.

e - Lutter pour que soient reconnus les délégués syndicaux élus par leurs camarades dans les usines.

f - Fonctionnement démocratique des assemblées avec droit de pensée, de parole et vote de toute les propositions présentées.

SUR LES ELECTIONS SYNDICALES

- a - éloignement des directions syndicales pendant le processus électoral
- b - Vote réalisé en un seul jour, droit des travailleurs de quitter leur travail pour voter, urnes fixes et droit de contrôle pour toutes les listes.
- c - Sécurité de l'emploi pour les candidats de toutes les listes avant et après les élections.
- d - Enregistrement des candidatures sur la seule présentation de la carte professionnelle ou de la carte du syndicat
- e - Financement de toutes les listes par le syndicat
- f - Mandat de deux ans renouvelable
- g - Union avec toutes les catégories professionnelles pour lutter contre l'arrêté ministériel 34/37 qui réglemente les élections syndicales
- h - Campagne de syndicalisation pour renverser l'actuelle structure syndicale
- i - critère de représentativité de la base pour la formation des listes d'opposition
- j - Création de sections syndicales
- k - Garantie de participation de tous les travailleurs de la métallurgie dans les assemblées même les non-

syndiqués.

l - Réalisation d'assemblées par régions et par usines

SUR LES LIBERTES

- a - Pour l'fa liberté et la totale indépendance de l'organisation des travailleurs à partir de chaque entreprise
- b - Pour la liberté d'organisation politique des travailleurs
- c - Pour l'amnistie ample et sans restrictions et le démantèlement des appareils de répression
- d - Appui total et divulgation de la lutte pour le droit à la terre pour ceux qui la travaillent

SUR LES SALAIRES

- a - Fin du blocage des salaires
- b - Rattrapage des pertes de 73/74
- c - Réajustement trimestriel indexé sur la hausse du coût de la vie
- d - Salaire minimum national qui satisfasse les besoins des travailleurs
- e - Salaire professionnel
- f - Fin de la vie chère et blocage des prix
- g - Unification de la date des campagnes salariales
- h - Négociation directe avec les patrons
- h - Négociation directe avec les patrons
- i - Contrats collectifs de travail
- j - Congés payés en double
- k - Observance des lois et du principe « à travail égal salaire égal »

SUR LES CONDITIONS DE TRAVAIL

- a - Lutte contre les heures supplémentaires
- b - 40 heures de travail par semaine
- c - Contrôle du rythme de travail par les commissions d'usines
- d - Surveillance de l'hygiène et de la sécurité du travail par les travailleurs

- e - Sécurité de l'emploi
- f - L'entreprise doit être affiliée à un seul syndicat, celui de sa principale branche d'activité.

SUR LES COMMISSIONS D'USINES

- a - Organisation et reconnaissance des commissions d'entreprises dans les usines
- b - Stabilité, pour ses membres, d'un an après la fin de leur mandat

Le Congrès a aussi défini des orientations spécifiques concernant la formation des commissions d'usines

1 - Caractéristiques et objectifs des commissions

- a - Les commissions doivent être élues par tous les travailleurs et avoir des représentants de tous les ateliers. Ces commissions-là sont plus fermes devant les patrons que celles dont les membres sont choisis par les
- b - La commission négocie, l'assemblée décide
- c - L'assemblée de l'usine a plein pouvoir pour destituer la commission et chaque atelier peut destituer ses représentants à la commission s'il n'agissent pas en accord avec la volonté des travailleurs qu'ils représentent
- d - Dans l'intérêt des travailleurs, les membres des commissions ne peuvent pas être licenciés pendant leur mandat.
- e - La commission doit se suffire à elle-même pour ses finances, bulletins, local de fonctionnement etc.
- f - Les commissions doivent garder leur indépendance vis-à-vis du syndicat officiel
- g - Plusieurs commissions d'une région forment une INTERUSINE dont le rôle est de mieux définir la fonction des commissions à partir de l'expérience, et avec les autres camarades diriger les luttes dans la région
- h - Les commissions doivent lutter contre les tentatives qui veulent les détourner de leur rôle en les transformant en CIPAS (commissions industrielles de préventions des accidents), ou en commissions paritaires (ouvriers et patrons dans une même commission). Tous ceux qui sont contre les commissions d'usines finissent par défendre l'actuelle structure syndicale
- i - Les commissions doivent être en



permanence des instruments de lutte pour en finir définitivement avec la structure syndicale actuelle et construire le syndicalisme indépendant

2 - Les commissions et le syndicat

- a - Un syndicalisme né des commissions n'est pas un syndicalisme parallèle parce que la structure actuelle est contre les travailleurs. Les commissions dont le ciment d'un syndicalisme construit à partir de la base, indépendant et représentatif
- b - Les directions syndicales doivent être au service des commissions et non l'inverse. Plus les commissions seront fortes, plus les directions le seront aussi. Le lien entre les commissions et les directions syndicales doit être vu cas par cas.
- c - Avec une direction qui pratique la véritable démocratie ouvrière, la relation sera naturelle et il en résultera plus de force des deux côtés
- d - Dans tous les cas les commissions doivent participer de la vie syndicale en union avec l'ensemble des camarades de l'usine

3 - L'Opposition et les commissions

- a - L'Opposition doit impulser et orienter la formation de groupes et de commissions même là où il n'existe pas de travailleurs membres de l'Opposition
- b - L'Opposition doit lutter pour que les commissions deviennent une conquête de la classe ouvrière

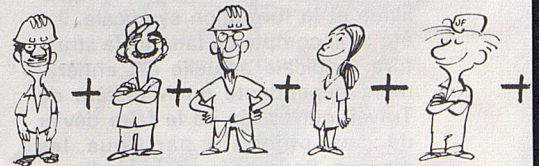
Sur la structure syndicale

- a - Lutter contre le modèle de sta-

tuts imposé par le Ministère du Travail comme condition de reconnaissance du syndicat

- b - lutter pour la suppression de l'impôt syndical qui est le pilier de l'actuelle structure syndicale
- c - Lutter contre tout contrôle du gouvernement, de la Constitution ou de la CLT (législation du travail) dans les élections syndicales, les assemblées, les statuts, et laisser les travailleurs définir eux-mêmes leurs formes d'organisation
- d - Défendre la proposition de formation d'un Centrale Syndicale Unique, représentative de tous les travailleurs et indépendants de la structure syndicale actuelle
- e - Lutter pour le droit de grève sans restrictions
- f - Lutter pour le démantèlement de la structure syndicale actuelle et organiser les travailleurs à partir des locaux de travail en créant une nouvelle structure syndicale, indépendantes des patrons et du gouvernement
- g - Lutter contre le caractère assistentialiste du syndicat
- h - Utiliser toutes les formes possibles, y compris la lutte dans les syndicats actuels sous tutelle du Ministère lorsque la classe le décide, pour démanteler l'actuelle structure syndicale

a - Le Congrès a approuvé une convocation de toutes les Oppositions Syndicales pour une rencontre nationale qui aura pour objectif l'articulation des commissions syndicales et des directions combattives. L'objectif sera d'établir un programme commun de luttes et diriger un débat national entre les travailleurs sur l'organisation syndicale que nous voulons et sur les autres formes d'organisation indépendantes du mouvement ouvrier.



Congrès National des Travailleurs de l'Agriculture

Le troisième Congrès National des Travailleurs de l'Agriculture s'est réalisé du 21 au 25 mai dernier et a réuni environ 1 500 travailleurs et dirigeants syndicaux. Les diverses tendances qui composent le mouvement syndical rural étaient représentées, depuis les « pelegos », les syndicalistes authentiques (c'est le nom donné aux dirigeants qui luttent pour un autre syndicalisme) et les mouvements d'opposition syndicale.

Depuis les premiers syndicats ruraux en 1963, le mouvement syndical, malgré la répression politique et policière, les prisons, les tortures et assassinats de nombreux dirigeants et militants de base, a continué sa progression.

Le 3^e Congrès a représenté un pas important en joignant sa lutte pour la Réforme Agraire à la lutte pour un syndicalisme autonome, libre et combatif.

Les résolutions sur la Réforme Agraire mettent l'accent sur la distribution des terres aux agriculteurs précisément dans les régions de forte concentration des divers types de métayers, des « posseiros » (qui occupent légalement la terre sans en avoir un titre de propriété) et des salariés agricoles.

Dans les résolutions sur le syndicalisme et la formation syndicale, il a été tenu compte du fait que la structure syndicale actuelle est entièrement dépendante du Ministère du Travail qui essaie de la faire dévier de ses objectifs par tous les moyens. Pour renforcer la confiance des travailleurs dans leurs organisations de classes, plusieurs propositions concernent l'organisation syn-



dicale, l'autonomie et la liberté syndicales, l'autofinancement du syndicat, l'encadrement syndical et la formation syndicale.

Le Congrès a dénoncé le fait que le droit d'association n'est pas respecté surtout en ce qui concerne les travailleurs des grandes entreprises agricoles. Beaucoup de travailleurs ont été écartés du libre exercice de leurs fonctions syndicales et d'autres sont emprisonnés, morts ou disparus pour avoir lutté dans l'intérêt de la classe.

Pour tous ces motifs, les congressistes ont souligné l'importance de lutter pour une autre forme de syndicalisme, pour assurer une pleine autonomie au mouvement syndical à qui il revient de droit et exclusivement à lui, d'établir les normes de son propre fonctionnement.

LES MULTINATIONALES ET LES TRAVAILLEURS RURAUX

RETIRADO DA PICADA (dans l'Etat de Bahia)

Les habitants du hameau Retiro da Picada, dans l'Etat de Bahia, les 9, 10 et 11 mai, alors que les hommes étaient au travail, ont eu leurs maisons démolies par des tracteurs et brûlées par des hommes de main au service de l'entreprise agropastoril UMBUZEIRO Ltda de A. Bitencourt Mariani et Cie.

Trois ans auparavant, les mêmes agriculteurs avaient été persécutés par le grand propriétaire du coin, et pour se défendre et défendre leurs droits d'habitants et d'agriculteurs installés depuis de nombreuses années, ils avaient porté l'affaire devant la justice et avaient obtenu satisfaction. Depuis lors les persécutions ont continué.

GLEBA CASCATA (dans l'Etat de Mato Grosso)

La situation juridique des terres de Gleba Cascata est très confuse. Les propriétaires de la propriété voisine la Floresta, ont trouvé le moyen d'inventer des documents prouvant que les terres leur appartiennent (c'est une pratique qui n'est pas très rare au Brésil). Alors l'INCRA (Institut de Colonisation et de Réforme Agraire), la police fédérale et les autres autorités, sans vérifier l'authenticité de ces documents, ont pris partie pour le grand propriétaire obligeant par tous les moyens les 330 « posseiros » à donner leurs terres, leurs biens et leurs plantations qu'ils avaient mis tant d'années à réaliser. Même les syndicats officiels n'ont pas réagi devant cette injustice.

Mais les « posseiros » ont décidé d'assumer leur défense, et ont intenté une action en justice, refusant de se laisser transplanter dans une autre région et voulant démontrer que la terre leur appartient légalement ainsi d'ailleurs que la législation le prévoit pour les « posseiros ».

DIAMANTINO, ALTO PARAGUAI, NORTELANDIA et ARENAPOLIS (Mato Grosso)

Ces villes du nord de l'Etat du Mato Grosso ont leur histoire marquée par l'extraction de l'or et des diamants. On peut dire que le principal personnage est le « garimpeiro » (le chercheur d'or et de diamants). Au cours de ces dernières années, les entreprises agricoles multinationales ont fait leur entrée dans cette région, chassant les « garimpeiros » ou les transformant en ouvriers agricoles. La plupart malheureusement doivent se réfugier dans d'autres régions sans aucune sécurité de travail ni de ressources. Le problème a commencé lorsque la CAMARGO CORREIA a clôturé une région où travaillaient environ 500 hommes. L'an dernier ce sont d'autres firmes étrangères et brésiliennes, PROMISA, METAMAT, BRASCAN..., qui entrèrent dans la région et expulsèrent des centaines de familles qui y vivaient depuis plus de 20 ans. Environ 5 000 « garimpeiros » furent obligés d'abandonner leurs barriques, au nom du progrès, sans qu'il soit tenu compte de la misère dans laquelle étaient jetés ceux qui, au prix de mille difficultés, avaient bâti cette région et fondé ces villes.

Les « garimpeiros » ont présenté leur projet aux autorités compétentes :

- Annulation de l'autorisation donnée aux firmes nationales et étrangères pour exploiter cette région.
- départ immédiat de ces firmes vers d'autres régions non occupées.
- que les « garimpeiros » aient les conditions de vivre dans cette région et d'y continuer leur travail
- que les « garimpeiros » aient une terre suffisante pour travailler et vivre dignement avec leur famille, évitant ainsi l'augmentation des travailleurs « volants » qui n'ont aucune sécurité d'emploi, la désagrégation familiale, la désintégration de la petite propriété.



LA MULTINATIONALE NESTLE DANS L'AGRICULTURE

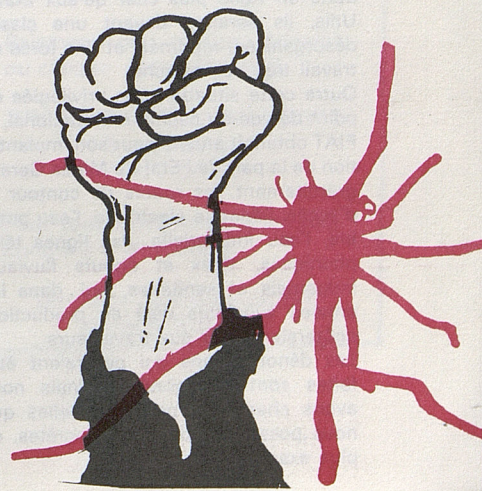
La grande et puissante entreprise multinationale NESTLE vient d'acheter l'un des plus grands latifundios de l'Etat de Sergipe, la propriété ARATICUM.

Le prix convenu fut de 42 millions de cruzeiros si la propriété était libre des paysans qui la travaillaient, ou 35 millions avec les paysans. En conséquence de cette clause du contrat, un climat de violence s'est installé dans la région. En effet, l'ancien propriétaire, ainsi qu'il est habituel dans la région, a chargé des « capangas » (tueurs à gages) d'expulser les paysans de la propriété. On signale la mort de 2 agriculteurs et qu'un religieux a été roué de coups.

En général, l'expulsion des agriculteurs, par la force, les laisse sans ressources. Ils doivent chercher refuge dans les quartiers périphériques des villes où ils viennent grossir le nombre des chômeurs et connaissent une misère encore plus grande qu'à la campagne.

Le projet de NESTLE est de transformer la propriété ARATICUM en centre d'élevage de bovins, hautement mécanisé, c'est pourquoi elle chasse les agriculteurs.

Comme on dit dans la région, « la NESTLE fait entrer le bétail et sortir l'homme ».



L'EXPLOITATION DES TRAVAILLEURS BRESILIENS : LE CAS FIAT



Dans ce document seront relatés les perversités, les mauvais traitements et tous les types d'exploitation commis à l'intérieur de la FIAT, usine qui en 1978 compte approximativement dix mille travailleurs, et dans la FMB, la fonderie de la FIAT, située à trois kilomètres de celle-ci, avec environ mille huit cents ouvriers. Les deux entreprises sont situées dans l'Etat du Minas Gerais, à 20 km de Belo Horizonte, la capitale de cet Etat, ville de plus de 1 500 000 habitants.

Avant 1973, année de l'implantation de la FIAT au Brésil, le président de cette entreprise et certains de ses directeurs se montraient déjà fascinés par l'événement. Au lieu d'avoir à affronter les travailleurs italiens organisés qui, grâce à leurs conquêtes syndicales, rendaient le coût de la main-d'oeuvre par unité produite en Italie plus cher qu'aux Etats-Unis, ils seraient devant une classe désorganisée, réprimée, et une force de travail très bon marché.

Outre cette situation très privilégiée du point de vue du capital multinational, la FIAT obtenait encore pour son implantation de la part de l'Etat de Minas Gerais, gratuitement, les routes de contour et d'accès, l'énergie électrique, l'eau potable, l'eau industrielle, des lignes téléphoniques, télex et égouts fluviaux, industriels et sanitaires, qui, dans les années suivantes déjà en production, coûteraient cher aux travailleurs.

Les dénonciations qui pourraient être faites sont innombrables, mais nous avons cherché à poser ici celles que nous possédons de plus concrètes, de plus exactes.

FABRIQUE D'AUTOMOBILES ET D'ILLUSIONS

FIAT: J'ai été trompé, Maintenant c'est Trop tard. C'est ainsi que les ouvriers de la Fiat parlent de l'entreprise. Pourquoi ? Dans les derniers six mois la FIAT a maintenu pratiquement le même nombre d'ouvriers, mais la production a doublé. La FIAT produisait en moyenne 280 voitures par jour ; aujourd'hui elle produit 440 voitures FIAT, 30 Alfa Romeo, des pièces détachées, des blocs de moteur et des pièces en fer-blanc pour l'exportation, et 1300 moteurs pour exporter à la FIAT en Argentine, en Italie et dans d'autres pays. Ainsi, un gars qui va poser une vitre, par exemple, fait ce mouvement plus de 440 fois par jour. « Ceci mène à la folie – explique un ouvrier. Il y a déjà eu le cas d'un gars qui est devenu fou là-dedans. Alors il a été emmené à l'infirmerie de l'entreprise, et a cassé tous les carreaux. A ce moment la sûreté est venue, a emmené le gars prisonnier et personne n'a plus jamais rien su. Il a dû être renvoyé sans indemnités. « Ce que je dis – poursuit l'ouvrier – c'est que la violence du rythme de travail est incroyable. Dans tous les secteurs, 70 % des ouvriers de la FIAT ont des ulcères. Et presque tout le monde a des hémorroïdes. Le problème de la vue aussi est sérieux. »

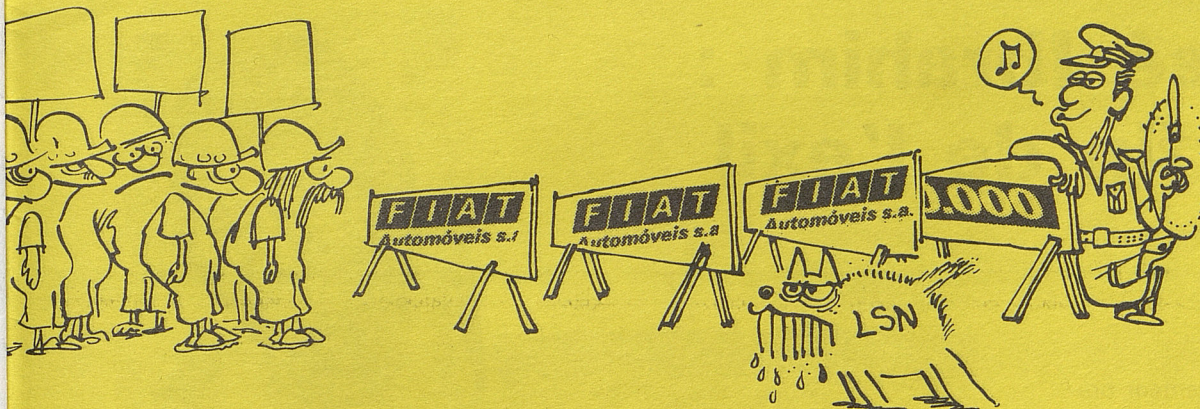
« Presque toutes les machines ont de la limaille. La pollution est violente et l'insalubrité dans certains secteurs est très grande. Et la FIAT ne paye pas l'insalubrité. Il y a aussi beaucoup de problèmes de peau à cause des produits chimiques. Si un homme arrête une minute

dans la production, il est sujet à recevoir un avertissement. Si le gars va aux toilettes, le chef va derrière : c'est une de ses fonctions, de surveiller les toilettes. La productivité est mesurée à la quantité de pièces. A la chaîne de montage le gars ne peut même pas aller aux toilettes. Il fait 2 ou 4 opérations en 1 ou 2 minutes » (Revue « Em tempo » n° 35). Payé avec un salaire de misère, qui ne suffit même pas pour la simple nourriture, l'ouvrier vit dans une situation de sous-alimentation, il lui manque toujours les éléments essentiels de la nutrition, et, en outre, il est psychologiquement tendu, car il porte toujours à l'intérieur de lui-même la lutte pour la survivance de sa famille, les maladies de ses enfants, le loyer de la maison, l'instabilité du travail...

C'est de cet ouvrier que les multinationales prétendent tout tirer. Et elles réussissent, car ce sont de jeunes ouvriers, âgés de 20 à 30 ans. C'est très difficilement qu'on rencontre à la FIAT des personnes de plus de 40 ans. On sait que, tandis que dans les pays économiquement développés 80 % des personnes atteignent l'âge de 50 ans, au Brésil seulement 28 % atteignent cet âge, et dans une situation physique bien plus précaire que dans les autres pays.

Un ouvrier italien spécialisé qui a travaillé deux ans pendant l'implantation de l'usine a noté ceci : avec la même machine, alors qu'en Italie un ouvrier produit une moyenne de 800 pièces par jour, ici au Brésil un ouvrier produit 1200 pièces par jour.

Les horaires de travail sont aussi un autre problème. Ce sont 48 heures par



semaine, sans compter les heures extra que l'entreprise oblige à faire les samedis et dimanches. Il suffit de penser, par exemple, que les horaires de travail à la production vont de 7 h 30 du matin à 18 heures et de 18 heures à 4 h 30, en changeant chaque semaine. Certains ouvriers passent 3 à 4 heures par jour pour aller et revenir du travail.

LE SYSTEME « POLICIER »

Un ouvrier parle de la sécurité à la FIAT: « Le nombre des gardes, on ne le sait pas. Il y a une filtration. On va mettre des gens avec un cours de police maintenant. C'est un système militaire, avec hiérarchie et tout le reste. Commandé par un colonel et un lieutenant. C'est tout à fait répressif. Il y a quelques jours on a pris un de nos collègues à cause d'une discussion avec le chef. Ils ont dit qu'ils allaient l'emmener jusqu'au syndicat de Betim. Ils l'ont emmené au commissariat de police, où il est resté prisonnier pendant 24 heures. »

Une autre fois un travailleur est fait prisonnier et emmené par la police où il est frappé pour qu'il avoue un vol qu'il n'avait pas commis.

Au mois de juin de cette année un travailleur a eu le bras démis alors qu'il essayait de se défendre contre une agression faite par un garde de la sécurité. Raison de l'agression : ce travailleur entrait pour la seconde fois dans la queue du restaurant pour profiter de la viande pour faire un sandwich. Il est à noter que chaque fois qu'il se met dans la queue, le travailleur présente la carte qui est déduite de la paye à la fin du mois. Par conséquent il payait aussi la seconde fois. Bien que s'étant défendu alors qu'il était agressé et ayant eu le bras démis, il a été renvoyé sans avoir ses droits reconnus.

A la sortie de l'usine le travailleur est fouillé de manière humiliante comme s'il était un marginal de la pire espèce.

Dans le cas où il proteste, il est menacé et son dossier est noté par la sécurité. Toutes ses affaires sont fouillées.

A partir de 17 heures, c'est-à-dire à l'heure de l'entrée et de la sortie du personnel, les gardes de surveillance firent une fouille minutieuse non seulement des sacs de qui entrait et sortait, mais aussi des portefeuilles. Il y a plusieurs personnes qui protestent. L'ordre est de la direction: « Ce que nous cherchons est exactement un papier écrit » répond l'un d'eux.

23 août. A 17 heures le secrétaire du syndicat des métallurgistes de Betim est en train de distribuer le bulletin de cet organisme à l'entrée de la FMB. Le corps de surveillance ne laisse personne entrer avec ce bulletin. On le prend aux travailleurs à l'entrée.

Le texte du bulletin : « Le syndicat métallurgiste de Betim vous invite tous à une réunion qui sera réalisée dimanche à 9 heures le 27.8.78, avenue Amazonas, 1275-Betim, pour traiter le sujet suivant : discussion et conscientisation des travailleurs métallurgistes pour que nous puissions revendiquer des salaires meilleurs et des conditions de travail au contrat collectif d'octobre. UNIS NOUS VAINCRONS »

LE SALAIRE

75 % des travailleurs de la FIAT et de la FMB gagnent moins de trois salaires minimums. Nous allons prendre en considération l'ouvrier qui, avant la grève, gagnait Cr\$ 8,50 de l'heure. En une journée il gagnait Cr\$ 68,00. Avec les retenues il recevait pratiquement Cr\$ 60,00 par jour. A la même époque un kilo de viande coûtait Cr\$ 72,00. Ce qui veut dire que cet ouvrier, pour acheter un kilo de viande devrait travailler un jour entier et faire en plus deux heures extra. Rien que ce fait peut, en résumé, montrer le type d'esclavage auquel est soumis le travailleur de la FIAT.

Ce n'est pas seulement la situation de

l'ouvrier de la FIAT, mais de tous les travailleurs du Brésil. Conformément aux études spécialisées dans ce secteur, 80 % des travailleurs du Brésil survivent avec un salaire bien inférieur à celui qui devrait être le minimum pour vivre humainement.

UNITE SYNDICALE BRESILIANNE souhaite à tous ses lecteurs courage et clairvoyance, pour que 1979 soit une étape importante dans la lutte des travailleurs du monde entier.

Bulletin édité par l'association
BRESIL DES TRAVAILLEURS

Abonnements

- ordinaire, avec numéros spéciaux éventuels: 20 F
- de soutien: . . . à partir de 50 F

Paiement par chèque bancaire
ou chèque postal adressé à:

BRESIL DES TRAVAILLEURS
5 rue Mayran
75009 PARIS

Pout tout changement d'adresse,
joindre 2 F en timbres.

Directeur de la publication
Paulette RIPERT

José Ibrahim : la fin de l'exil

La pression du mouvement brésilien pour les libertés démocratiques oblige la dictature à accepter le retour des syndicalistes exilés et des Brésiliens persécutés pour motifs politiques.

Le 26 mai dernier, Ibrahim est retourné au Brésil après dix ans d'exil. Fils d'un immigrant libanais, le dernier de dix enfants, il a travaillé dès l'enfance pour payer ses études. A 14 ans, il est devenu ouvrier dans la métallurgie, et a continué ses études le soir après sa journée de travail. En 1967, à 21 ans, il est élu président de la Commission d'usine de la Cobrasma, où il travaillait, et aussitôt après, président du syndicat des métallurgistes Osasco dans l'Etat de Sao Paulo, la région industrielle la plus importante d'Amérique Latine. En 1968, Ibrahim fut l'un des dirigeants des mouvements sociaux qui agitèrent le pays, principalement à Sao Paulo et Minas Gerais, pour lutter contre la baisse vertigineuse du pouvoir d'achat des travailleurs brésiliens. A Osasco, ce mouvement a culminé par l'occupation de nombreuses usines et s'est terminé par l'intervention de la Police Militaire et la prison de tous les dirigeants du mouvement. En septembre 1969, Ibrahim fut échangé ainsi que 14 prisonniers politiques contre l'ambassadeur américain, Mr Elbrick. Sorti de prison pour l'exil, successivement au Mexique, à Cuba et au Chili d'Allende. Après le coup d'Etat au Chili en septembre 1973, il s'est exilé en Belgique où il a continué la lutte pour les libertés politiques et syndicales des travailleurs brésiliens. A Bruxelles, il exerçait la fonction de



président du SEUL (Service Européen des Universitaires Latino-américains) organisme lié à l'ONU. Pendant sa présidence, le SEUL s'est défini comme un organisme pluraliste, démocratique, pour défendre l'identité culturelle et l'indépendance politique des pays latino-américains et pour défendre les droits de l'homme (politiques et économiques) sur tout le continent. En Europe, Ibrahim a été un des animateurs du Mouvement d'Opposition Syndicale qui vise la création d'un nouveau syndicalisme au Brésil, et qui a organisé la Rencontre de Bruxelles en mars dernier, au cours de laquelle s'est consolidé le contact avec 27 centrales syndicales européennes, latino-américaines et un représentant du syndicalisme américain. Le Mouvement des Oppositions syndicales s'intègre dans la lutte plus large du peuple brésilien contre la dictature militaire, pour une amnistie générale de tous

les prisonniers, bannis et exilés politiques; il s'intègre enfin dans la lutte des travailleurs brésiliens contre l'exploitation capitaliste. Nous savons que l'expérience acquise par Ibrahim en exil sera un facteur positif pour la lutte des travailleurs brésiliens. D'après ses propres paroles, son retour signifie sa réintégration directe dans une lutte à laquelle il n'a jamais cessé de participer et qui est la même qu'à son entrée dans le mouvement syndical: renouvellement du syndicalisme brésilien, organisé par la base à partir des Commissions d'usines, indépendant de l'Etat et autonome par rapport aux partis politiques. Toutefois, il s'intègre dans une lutte qui a un caractère de plus en plus clairement international, ce qui, maintenant plus que jamais, a cessé d'être pour lui: :q: s, un principe abstrait pour se transformer en expérience vécue.